

Un projet socialiste pour sortir de la confusion

Par Nathanaël Uhl, journaliste, auteur du [Cri du peuple](#), membre du PCF

*« Je veux que l'immense majorité, la seule majorité : tout le monde,
puisse parler, lire, écouter, s'épanouir.
Je n'ai jamais compris la lutte autrement que comme un moyen d'en finir avec la rigueur.
J'ai pris un chemin car je crois que ce chemin nous conduit tous
à cette aménité permanente.
Je combats pour cette bonté générale, multipliée, inépuisable. »*
Pablo Neruda, poète chilien (*J'avoue que j'ai vécu*, 1974)

Après avoir tâché de montrer en quoi le refus de l'austérité, voire même le rejet du capitalisme, ne constituent pas le monopole théorique et pratique de la gauche ¹, il convient de s'atteler à définir quelques-uns des fondamentaux d'un projet de gauche. En l'occurrence, il s'agit d'un projet socialiste, du temps présent, intégrant pleinement la dimension écologique. Mais ce projet nécessite autant de déconstruire le produit de la bataille idéologique menée par la bourgeoisie depuis quatre décennies au moins que de construire un nouveau récit socialiste, dont l'éducation populaire constituerait la méthode.

Clarifier sur la base d'un projet socialiste et écologique

Pour ce faire, il faut en venir aux faits. Le fait premier, c'est que, pour en finir avec la confusion générée sur la question capitaliste par le vocable « anti austérité », il faut affirmer un projet proprement socialiste. Oui, il s'agit de reposer, encore et toujours, la question de la redistribution des richesses. Dans ce cadre, et tenant compte de l'échec historique des pays se réclamant du communisme, il ne faut pas hésiter à rappeler que l'expérience menée dans ce qu'il est convenu d'appeler le « bloc de l'Est » relevait, pour l'essentiel du capitalisme monopoliste d'Etat. Il ne s'agit pas de nier la formidable espérance qu'a soulevée, pour des millions de gens, l'existence, contre le bloc politique capitaliste, d'une alternative. Il s'agit de constater l'échec que cette expérience a connu sur la question de l'émancipation des individus. Pour autant, il convient de réfuter Francis Fukuyama et son antienne « *le communisme est mort, le capitalisme a gagné, l'histoire est finie* ».

¹ Nathanaël Uhl, *Gauche, anti-austérité et anticapitalisme, en finir avec la confusion*, ACJJ, novembre 2015

Bien au contraire, le projet politique néo-conservateur, ou celui qui a pour but de mettre en œuvre le nouvel âge du capitalisme, porte l'urgente nécessité de réaffirmer non seulement le projet mais aussi le récit socialiste. D'abord, parce que la lutte des classes existe bel et bien. Comme le dit le multimilliardaire Warren Buffett, « *Il y a une lutte des classes, évidemment, mais c'est ma classe, la classe des riches qui a mène la lutte. Et nous sommes en train de gagner* »². Il ne peut y avoir de répartition différente des richesses sans reposer la question de la réappropriation des moyens de production – qu'ils soient matériels ou intellectuels, ce qui inclut donc une bataille pour une propriété intellectuelle collective –, puisqu'ils sont les outils de l'exploitation capitaliste autant que de l'accumulation du profit par les actionnaires. A l'heure où le capitalisme épuise autant la terre que le travailleur, la réappropriation de l'appareil de production est une des conditions *sine qua non* pour aborder, frontalement et efficacement, la question de la relocalisation de l'économie. Dans une perspective écologique.

Le socialisme du siècle qui a commencé sera donc écologique ou ne sera pas. Il doit, par le biais de la réappropriation de l'appareil de production, reposer la question du *bien vivre* comme un élément central du récit socialiste. C'est ce que propose de faire Paul Ariès avec son socialisme gourmand après une caractérisation du capitalisme dont la fin est la jouissance illusoire : « *Il est de plus en plus difficile d'exister réellement dans cet univers voué à la marchandise et à l'accumulation sans fin. Nous peinons à donner un sens réel à nos existences et nous sommes devenus sourds aux appels à la vie. La gauche sous-estime la critique du capitalisme. Le capitalisme, c'est en effet trois choses. C'est un système d'exploitation du travail et de pillage de la nature. Cela, les gauches le critiquent assez bien. Le capitalisme, c'est aussi l'imposition de modes de vie particuliers et de produits qui lui sont spécifiques. Les gauches ont largement perdu la critique des styles de vie capitalistes. Le capitalisme, c'est enfin une réponse à nos angoisses existentielles, au sentiment de finitude, à la peur de mourir. La réponse capitaliste est le toujours plus, plus de richesses économiques et de pouvoir. Ne nous leurrons pas : le capitalisme nous donne à jouir.* »³

Le socialisme du siècle qui a commencé sera donc écologique ou ne sera pas. C'est grâce à la réappropriation des moyens de production que se fera la relocalisation de l'économie, dans une visée à court terme, protectrice de l'écosystème planétaire. Comme le relève Corinne Morel-Darleux, « *l'industrie n'est pas l'ennemi de l'écologie. Il faut relocaliser plutôt que délocaliser à l'étranger dans des conditions de production insoutenables d'un point de vue humain et écologique. On aura besoin d'une réindustrialisation en Europe, avec une autre industrie qui pose la question de savoir ce qu'on produit, pourquoi et comment. Dès le*

² Warren Buffett [interviewé par CNN](#) le 25/05/2005.

³ Paul Ariès, *Le socialisme gourmand* (éd. La Découverte)

début, on a donc eu une approche de l'écologie en lien avec les mouvements sociaux et les syndicats. Ce sont les travailleurs qui mettront en place la bifurcation écologique dans nos sociétés. » ⁴

Le socialisme a toujours visé l'émancipation de la personne humaine. Elle passe par le partage de la richesse, la démocratisation du pouvoir et l'éducation globale de chaque femme et chaque homme. Mais chacun sait dorénavant que l'émancipation ne peut être atteinte par la croissance sans fin. L'écosystème qui rend la vie humaine possible ne le permet pas. Ce constat oblige à définir un nouveau modèle de progrès en rupture avec le système capitaliste. Doivent être repensés non seulement le système de production et d'échange, mais aussi le contenu des productions et les modes de consommation. Cette approche implique par conséquent l'ensemble de l'organisation sociale et politique. Elle nous oblige à penser de façon nouvelle ce qu'est véritablement le progrès humain dans la perspective de la préservation de l'écosystème.

Socialisme et conscience de soi

Dans le projet socialiste, la propriété de l'appareil de production doit être sociale, donc collective. Ce qui n'implique pas, fatalement, la nationalisation ou l'étatisation de l'économie. Au contraire, le développement de l'autogestion est toujours un possible largement inexploré. Or, il ouvre un potentiel formidable d'implication individuelle dans le projet collectif par nature qu'est le socialisme. On peut imaginer, également, que pour des services publics liés au bien commun : production d'eau ou d'énergie, exploitation des infrastructures de transport, par exemple, un mode nouveau de propriété associant la collectivité adéquate, les travailleurs et les usagers puisse être mis en place. Cette possibilité pourrait également être étudiée dans le secteur de la finance.

A la lumière des expériences menées, hors voire contre le peuple dans la défunte Union soviétique, la question de la responsabilité individuelle dans le projet collectif est une donnée essentielle de tout projet socialiste. Dans un moment politique où, quel que soit le pays, la droite n'a de cesse que de diviser les individus pour briser tout rassemblement, ce n'est pas là le moindre des intérêts de la démarche coopérative liée à l'autogestion. Mais la réussite de ce projet nécessite que chacun assume le partage des responsabilités autant que celui de la richesse produite ; accepte la médiation de ses propres désirs, bien compréhensibles, d'avoir tout de suite plus pour s'assurer qu'il gagnera plus dans des années. Il faut donc prendre conscience de son appartenance à un groupe dont les intérêts bien compris

⁴ Corinne Morel-Darleux : [Les travailleurs seront les vrais acteurs de la bifurcation écologique](#), Association culturelle Joseph-Jacquemotte , avril 2014

dépassent la somme des intérêts individuels des membres du dit groupe. La réussite du projet coopératif, ou autogestionnaire réside donc dans l'émancipation de ses acteurs, alors qu'il en est aussi le moyen.

Il faut le redire, encore : l'autogestion participe à l'émancipation du travailleur autant qu'elle en a besoin. C'est un processus dialectique essentiel dans la construction politique du socialisme contemporain. En effet, l'enjeu demeure, rien moins, de permettre à chacun de s'emparer de son destin forcément collectif, d'en devenir un des éléments moteurs. En d'autres lieux, on dirait « devenir un maillon de la chaîne ». Comprendre donc que le collectif ne nie pas l'individu mais que le collectif résulte de l'adhésion volontaire des individus qui le composent et que cette prise de conscience amène une aliénation volontaire autant que positive, une amélioration de chacun au sens propre du terme.

Pour y parvenir, il est évident qu'un lent et patient travail d'éducation populaire doit être mené. C'est la première phase de l'émancipation individuelle et collective dont l'autogestion est la poursuite. Sans ce préalable, la porte est évidemment grande ouverte aux égoïsmes de classes, que ce soit une classe avérée au sens marxiste du terme ou, comme pour les dites « classes moyennes », une construction politique des idéologues libéraux.

Pour en finir avec les classes moyennes

La gauche européenne, notamment la social-démocratie, a délaissé, depuis plusieurs décennies, la classe ouvrière. Dans l'optique de la troisième voie blairiste, elle concentre sur la conquête des « classes moyennes » les moyens pour accéder au pouvoir et y rester. Cela a des conséquences tant sur le corpus programmatique que sur les réalisations du camp réformiste quand il parvient à la direction des affaires. Mais que sont les classes moyennes ? Selon les sociologues qui donnent du crédit à cette création politique, elles sont définies ainsi : « *La dite classe moyenne rassemble un ensemble populations hétérogènes, situées au-dessus des classes pauvres et en-dessous des classes aisées* »⁵. Mais de reconnaître aussitôt que « *la question de sa définition exacte reste délicate et explique que l'on parle aussi "des" classes moyennes* ». Les critères majeurs de définition restant le niveau de vie et l'appartenance ressentie à un statut social, il est patent que la notion varie suivant les pays et dans le temps.

Cette difficulté à préciser la nature des classes moyennes, à en définir les contours, est encore illustrées dans l'approche du niveau de vie pour la définir. Généralement, elle inclue les individus d'un revenu allant de 1 300 € nets par mois (soit le revenu médian des salariés à temps plein en France) à 3 000 € nets par mois. De son côté, l'Observatoire des inégalités

⁵ Lire notamment les travaux d'Éric Maurin et Dominique Goux

estime : « *Les classes moyennes correspondent aux salariés gagnant entre 1 200 et 1 840 euros nets par mois* ». Enfin, selon le parti Les Républicains, les classes moyennes « *gagnent autour de 9 000 euros nets mensuels par ménage* ».

Il n'y a donc pas de définition scientifique partagée de la classe moyenne, parce qu'elle est d'abord une construction politique, axée sur le sentiment d'appartenance à un statut social différent de la classe ouvrière (ce qui intègre ouvriers et employés). Ce sentiment se nourrit de pratiques, pour beaucoup culturelles : aller au cinéma, au théâtre, aux concerts... Il s'alimente de choix de vie, comme celui de consacrer une part sensible de son budget à des domaines qui ne relèvent pas de la survie. Le « bo-bo » est l'illustration parfaite de cette construction politique qu'est la « classe moyenne ». Un mouvement de mode, créé par l'oligarchie et relayé par les médias à son service. Dans le seul but de diviser la classe ouvrière.

Cette pratique remonte à loin : dès les années 30, les idéologues au service des « 200 familles » et une partie de la social-démocratie ont mis en avant ce concept, dans une période de montée du mouvement révolutionnaire. La paupérisation de la partie la plus aisée de la classe ouvrière, menacée de rejoindre les rangs du *lumpenproletariat* (le « prolétariat en haillons », selon le mot de Marx pour désigner les travailleurs pauvres), avait pour conséquence de radicaliser cette frange de la population composée d'ouvriers à très haut niveau de culture mais aussi de maîtrise du métier, de fonctionnaires, d'artisans... au point de les jeter dans les bras des partis communistes. La création du concept de « classe moyenne » permettait alors de leur faire croire qu'ils avaient un statut particulier, que leur expérience particulière, leurs responsabilités spécifiques, leurs comportements sociaux, leurs habitudes de consommation, les différenciant radicalement des ouvriers cantonnés au stade de la simple survie, du prolétariat, et de les inciter à penser que leurs intérêts étaient antagonistes. Résultat de ce travail : les membres de cette créature politique ont rejoint les rangs des organisations fascistes. Toute ressemblance avec ceux qui se produit aujourd'hui n'est pas fortuite.

Pour une gauche moderne, il ne devrait pas exister de classe moyenne mais un prolétariat, une classe ouvrière très large, mais précisément définie : la classe sociale qui, pour avoir de quoi vivre, est obligée de vendre sa force de travail à la classe antagoniste qui dispose du capital et des moyens matériels de production. Les membres de la classe ouvrière ont en commun, quel que soit leur statut ressenti, de produire la plus-value qui leur est accaparée par les propriétaires de l'outil de production. Elle rassemble donc autant les ouvriers, les contremaîtres, les ingénieurs, les techniciens que les cadres. Il en va même jusqu'aux artisans, aux paysans, qui n'ont de possibilité de vivre qu'en vendant leur maigre production à un chef d'entreprise plus important. Cela a un nom : l'exploitation. Reste que cette appartenance de classe ne se décrète plus, elle procède aujourd'hui d'une acceptation

volontaire. D'où l'importance de la culture de classe : le fait de choisir son camp, dans la lutte à mort à laquelle se livrent, depuis des siècles, les possédants et les possédés pour la domination du monde. C'est pour parvenir à refaire vivre cette culture de classe que le travail d'éducation populaire est fondamental.

Le pari radical de l'intelligence

Le travail d'éducation populaire, travail d'éducation permanente, ne consiste pas, loin s'en faut, à inculquer aux masses forcément abêties la vulgate d'un socialisme construit en dehors d'elles. A contrario, il vise à donner des outils d'analyse du réel dont les bénéficiaires feront bien ce qu'ils voudront au final. C'est le pari radical de l'intelligence. Il s'agit d'aboutir à la conscientisation des rapports de classe et à l'émancipation des travailleurs par leur propre intervention. C'est la nouvelle manière dont le courant socialiste doit mener la bataille culturelle, au sens gramsciste du terme, en permettant à la classe ouvrière de se réapproprier ses propres racines, ses codes, ses grandes réalisations, ses mots dont elle s'est laissée déposséder... Comme le souligne Emmanuel Maurel, eurodéputé socialiste français et dirigeant de la tendance Maintenant la gauche du PS : *« Nous nous sommes laissés déposséder de nos mots d'un côté, notamment par l'extrême-droite. De l'autre, nous sommes allés piocher dans le champ lexical de l'adversaire. Quand la direction du PS parle de "charges sociales" ou de "compétitivité", elle prend les mots du camp d'en face. Il en découle des choix et des conséquences : elle se situe dans un espace de guerre économique et envisage la baisse des salaires comme une arme. Si nous reprenons notre propre vocabulaire, nous parlons de cotisations sociales donc de salaire socialisé, d'émancipation et d'espace de coopération. »*⁶

La bataille des mots reste, en ce début de troisième millénaire, la forme première de la bataille culturelle et idéologique. Cette bataille est longue, énergivore, car de tous les instants. Elle ne saurait être remportée par une base sociale réduite. C'est pourquoi il faut encore combattre avec la dernière énergie le mythe romantique de la « colonne de fer », qui pourrait renverser le vieux monde à elle toute seule, en lui opposant le parti de masse. Le parti de masse est la condition sine qua non pour avoir raison avec et en même temps que le peuple. Il est néfaste, quand la gauche défend la révolution citoyenne et le primat de la démocratie, qu'elle prétende avoir raison contre le peuple. Il est illusoire de penser que cette gauche puisse avoir raison avant le peuple et attendre, patiemment, qu'il la rejoigne dans des analyses aussi pertinentes soient-elles. La dialectique historique ne signifie pas automaticité du déroulé des événements dans un sens déterminé. Marx lui-même a

⁶ Entretien avec l'auteur in *Regards*, septembre 2013.

combattu cette vision mécaniste de l'histoire et de la philosophie politique en prenant ses distances avec les jeunes hégéliens qui la défendaient.

Il faut donc, pour la mouvance socialiste, retourner sans cesse au charbon de la bataille idéologique, reconquérir une par une les positions que l'ennemi de classes a arrachées. Et, pour cela, la guerre de mouvements telle que définie par Antonio Gramsci semble la plus utile. Mais cette guerre de mouvement ne peut se révéler victorieuse qu'à condition que les socialistes comprennent qu'elle nécessite de leur part d'aller à la rencontre des autres, là où ils sont, et en premier lieu sur le lieu de travail, là où chacun fait quotidiennement l'expérience de l'exploitation capitaliste. C'est pour faire vivre la guerre de mouvements et la remporter que les socialistes doivent sortir de l'entre-soi et populariser un programme de radicalités concrètes.

C'est aussi cela le travail d'éducation populaire, le travail politique des socialistes. Il est d'abord une œuvre visant à la réappropriation d'un soi-même collectif par la classe ouvrière, soi-même resitué dans le contexte actuel. Ces outils sont autant théoriques, pour comprendre le réel, que pratiques, pour pouvoir intervenir de manière plus efficace. C'est là tout l'enjeu des formations militantes qui ne sont pas des séances de lavage de cerveau mais – tout au contraire – de mise en exergue de l'esprit critique, surtout de critique des organisations elles-mêmes d'ailleurs.

Au fond, l'enjeu demeure de mener la révolution dans les têtes avant que le peuple, conscientisé de lui-même, ne décide de la faire dans les structures.

Osons la République sociale pour aller vers le socialisme

Ce travail révolutionnaire apparaît comme progressif. Il l'est. L'auteur de ces lignes n'est pas léniniste et ne croit pas à la théorie de la révolution brutale et armée. En revanche, le réformisme révolutionnaire, alimentée par l'implication citoyenne et l'éducation populaire, progresse également en fonction de l'avancée de la République sociale. La République vise l'émancipation du genre humain. Elle n'est donc pas un outil neutre de régulation des rapports entre citoyens. C'est ce que rappelle Denis Collin : *« La République, au sens où je l'entends, suppose le conflit. En bon machiavélien, je soutiens que c'est le conflit qui est favorable à la liberté. Quand la lutte de classes est étouffée et que les travailleurs supportent sans broncher l'arrogance des "grands", c'est que la République va très mal. La République est le cadre le plus favorable à l'activité politique des travailleurs et plus généralement des classes populaires. C'est le meilleur régime pour préparer une véritable transformation*

*sociale. Sur ce point du reste je suis un élève fidèle de Marx que je trouve infiniment supérieur à Lénine et à Jaurès quel que soit mon respect pour ces deux personnages. »*⁷

La République vue par les socialistes se caractérise par la possibilité qui est donnée au peuple, au travers du vote notamment mais pas exclusivement, d'imposer les exigences du plus grand nombre – l'intérêt général ou le bien commun donc – à une minorité, l'oligarchie. Il est utile de se rappeler que le plus grand nombre a un nom : la classe ouvrière, au sens marxiste du terme ; celle qui se voit dépossédée de la plus-value qu'elle a produit à la sueur de son front, que ce soit par le travail manuel ou intellectuel. Il convient aussi de se rappeler que l'oligarchie n'est que le nom actuel de la bourgeoisie.

Les trahisons successives des sociaux-démocrates – trahison quant aux attentes placées en eux par le peuple et, encore plus singulièrement, par leurs électeurs - ont contribué à placer la bourgeoisie dans une dynamique victorieuse dans le combat de classes. Ce fait a été rendu possible, notamment par l'émergence d'une partie de l'extrême-gauche délaissant consciemment le combat de classes pour des revendications uniquement sociétales, comme l'a montré, d'une manière certes provocatrice, Jean-Claude Michéa. Les organisations de masse et de classe, partout en Europe, ont été contraintes à une attitude défensive, ne parvenant pas à analyser les attendus de l'offensive libérale dans la bataille culturelle.

Il n'y a, au demeurant, aucune fatalité à cet état de faits. Le combat politique est marqué par des mouvements de reculs mais aussi des avancées parfois totalement inattendues. La République à la construction de laquelle doivent s'atteler les socialistes constitue une avancée décisive dans ce combat. Car, produite par la conscientisation, qui est le préalable à l'irruption du peuple dans l'arène politique, elle bouleverse la donne. A l'évidence, la généralisation des processus de démocratie véritable ; l'utilisation de la loi pour renverser les rapports de forces économiques et sociaux ; la contrainte imposée aux possédants pour que les possédants commencent à lâcher ce qu'ils ont volé, débouchera sur une nouvelle phase paradoxale de la lutte des classes. C'est au demeurant ce que disait Jaurès : *« C'est parce que le socialisme apparaît comme seul capable de résoudre cette contradiction fondamentale de la société présente (celle qui fait qu'au moment même où le salarié est souverain dans l'ordre politique, il est dans l'ordre économique réduit à une sorte de servage – NDA), c'est parce que le socialisme proclame que la République politique doit aboutir à la République sociale, c'est parce qu'il veut que la République soit affirmée dans l'atelier comme elle est affirmée ici, c'est parce qu'il veut que la Nation soit souveraine dans l'ordre économique pour briser les privilèges du capitalisme oisif, comme elle est souveraine dans l'ordre politique, c'est pour cela que le socialisme sort du mouvement républicain. »*⁸

⁷ Le Copmptoir, [« La forme achevée de la république est la république sociale »](#) 3/11/2014

⁸ Jean Jaurès, *Discours sur l'émancipation sociale des travailleurs*, 21/11/1893

La République redevient donc outil de transformation sociale. Il appartient à la mouvance socialiste de rendre à l'État et à la République leur rôle d'instruments incontournables pour garantir la justice et l'émancipation sociale dans un temps donné et des conditions du rapport des forces précises. « *Toutes les grandes révolutions ont été faites parce que la société nouvelle, avant de s'épanouir, avait pénétré par toutes les fissures, par toutes ses plus petites racines, dans le sol de la société ancienne* », précise Jaurès⁹. Lequel rajoute encore : « *C'est avec l'État que doit se mener la transformation sociale voulue par le socialisme. Protection sociale, impôts sur le revenu ou sur le capital, système de retraites, services publics* (qui sont pour Jaurès l'une des premières formes d'action collective), *sont des outils nécessaires pour franchir l'obstacle du capitalisme et prendre le chemin vers une société nouvelle.* »¹⁰

S'il y a bien une chose que l'histoire a montré, c'est que la bourgeoisie tâchera de radicaliser sa résistance, dans ce contexte. Nous entrerons dès lors dans une nouvelle exacerbation du combat politique. Le paradoxe deviendra paroxysme. Et se posera la question d'une nouvelle forme de l'organisation sociale et politique : le socialisme. Le mouvement socialiste l'abordera d'une manière radicalement différente que lors des expériences passées se revendiquant du socialisme. En premier lieu, parce qu'un travail d'émancipation aura été réalisé et que le peuple aura conscience de lui-même, de sa force et des enjeux. La porte sera enfin ouverte à l'autogestion et, par là, au communisme.

C'est à cette aune qu'il convient d'aborder la République, comme une étape – rien qu'une étape – dans la marche vers le socialisme. Pour utiliser des mots grossiers, il y a là une démarche dialectique entre République et socialisme, dès lors que nous acceptons de débarrasser celle-là de ses oripeaux bourgeois. Du coup, la République ne constitue plus le moyen et la fin de tout. En ce sens, il faut réfuter la clé de la réflexion de Denis Collin sur la République et son refus du « conseillisme » : « *Les anarchistes et les conseillistes pensent que l'État doit disparaître. Mais à un horizon humain prévisible, c'est impossible. C'est supposer que nous pourrions vivre dans le pays de Cocagne où le problème de la répartition de ressources rares ne se pose plus, où les contradictions entre l'individu comme consommateur et l'individu comme producteur auraient disparu, où les hommes vivraient tous de leur plein consentement sous la conduite de la raison (comme dirait mon maître Spinoza). Mais comme la réalité n'est pas celle-là, le rêve utopique se transforme en cauchemar : l'avant-garde éclairée se propose illico de produire "l'homme nouveau".* »¹¹

⁹ *Ibidem*

¹⁰ *Ib.*

¹¹ Denis Collin, *op. cit.*

L'enjeu de la République sociale consiste justement à générer – au travers de l'éducation populaire – la conscientisation des rapports de classe et l'émancipation des travailleurs eux-mêmes, pour résoudre le caractère « utopique » du conseillisme. L'important dans la réflexion de Denis Collin reste la dimension de « l'horizon humain prévisible ». Dans l'état actuel de notre société, il a raison. Mais considérer que l'état réel du monde aujourd'hui est indépassable c'est limiter l'ambition collective. C'est ignorer la force dynamique et dialectique de la République sociale, contenue précisément dans sa conflictualité. C'est refuser la guerre, qu'elle soit de mouvements ou de positions, quand on admet que nous sommes en état de guerre sociale.